



FEDERATION DU VAR
Espace Bale Nuée - Avenue E. Blanc
83160 LA VALETTE DU VAR

Tél : 04 94 23 43 92 - Fax : 04 94 23 58 71 - Email : federation-pcf-var@wanadoo.fr

**Contribution du conseil départemental du Var du PCF au congrès extraordinaire de novembre 2018.
Adoptée à l'unanimité moins une abstention le jeudi 19 avril 2018
24 participants, 18 membres du CD, 8 excusés.**

Le congrès est l'affaire des communistes en premier lieu, le conseil départemental du Var, a décidé de s'adresser aux communistes.

Le capitalisme fait courir de grands dangers aux hommes et à la planète.

Il y a, bien entendu des contrastes selon les pays et les aspirations des peuples à plus de justice, à vivre mieux sont de plus en plus fortes.

Pour autant la situation internationale se détériore : des conflits s'étendent au Moyen-Orient, la Palestine n'a toujours pas d'Etat viable, certains pays n'ont plus d'Etat (Lybie, Irak,...) des mercenaires fanatisés sont instrumentalisés par les puissances occidentales, des puissances régionales multiplient les agressions (Turquie, Israël, Arabie Saoudite,...). Les budgets militaires ne cessent de croître : la France occupe une place de premier plan en tant que fabriquant et vendeur d'armes.... Avec la loi de programmation militaire elle vient de nouveau de décider d'engloutir des milliards d'euros pour la modernisation des armes nucléaires et pour les opérations extérieures.

Dans le même temps, des centaines de millions de femmes et d'hommes n'ont pas accès à l'eau potable, sont victimes de conflits, de maladies dues aux mauvaises conditions d'hygiène.

Des dizaines de milliers d'entre eux fuient ces conditions de vie précaires pour trouver refuge en Europe. Une situation qui va empirer avec les conséquences du réchauffement climatique.

La France, cinquième puissance mondiale, est aussi engluée dans cette crise du système économique capitaliste. Le nombre de chômeurs (6 millions) ne cesse de croître, les inégalités augmentent entre les très riches qui ne cessent de s'enrichir et ceux qui vivent du seul «revenu» de leur travail.

Dans la mondialisation capitaliste, la compétition et la concurrence sont d'une violence inouïe et la France brade depuis plus de 30 ans son tissu industriel; Les délocalisations s'enchaînent car les seuls critères sont compétitivité et concurrence libre et non faussée pour satisfaire les exigences de profits.

Les services publics dépérissent ou sont privatisés. Les « affaires » touchant des personnalités politiques se succèdent : Cahuzac, Sarkozy,... La démocratie recule. Les puissances financières font la loi, notent les états, notent les grands groupes industriels, les régions, les communes,...

Le président de la République, choisit par la grande finance, ne fait pas que poursuivre les politiques libérales de ses prédécesseurs. Il a engagé un profond remodelage de la société dont la rapidité et la violence des mesures prises sont à la hauteur des exigences du capital financier.

Comme ses homologues européens, les mêmes politiques d'austérité, de réduction des dépenses publiques, de précarisation du marché du travail, de casse des services publics sont à l'œuvre.

La lutte des classes qu'on en ait conscience ou pas est un fait incontestable ! Elle prend une dimension toute particulière dans le contexte de crise du capitalisme.

Pour autant, ces politiques rencontrent des résistances. Le mouvement social s'est opposé à la loi travail n°2. Le gouvernement a joué de la division syndicale et a dû utiliser les ordonnances pour faire passer sa loi. Il veut maintenant limiter les droits de l'opposition à l'Assemblée nationale, modifier les institutions républicaines, limiter les marges de manœuvre des collectivités locales, réprimer l'action syndicale de façon de plus en plus brutale.

Sur le plan politique, depuis plusieurs années le parti communiste a perdu des batailles idéologiques et de l'influence sur le plan électoral et dans le mouvement social. Parallèlement les forces d'extrême droite ont progressé. La social-démocratie et le social-libéralisme s'effondrent en France et en Europe. La droite ne progresse pas. On assiste à la montée de mouvements populistes se revendiquant ni de droite ni de gauche et l'émergence de mouvements citoyens intéressants mais sporadiques-et sans lendemain.

L'aggravation de la violence sociale à l'égard des salariés, des retraités, des jeunes, du monde agricole, provoque des réactions en chaîne en ce printemps 2018.

Les mobilisations se développent dans le secteur public, dans le secteur privé, chez les retraités et la jeunesse de notre pays. Elles prennent de l'ampleur et posent tout à la fois, la nécessité de la satisfaction des revendications et objectivement l'exigence d'un véritable changement de cap politique.

Elles mettent à l'ordre du jour, par leur puissance et les conditions politiques qu'elles génèrent la question d'un véritable changement de notre société pour un avenir, de partage, de fraternité, de coopération et de démocratie.

Les militants-es communistes sont en première ligne pour travailler à la convergence de ces différents mouvements de protestation permettant d'élever le rapport de forces. Tout en respectant l'indépendance syndicale. Ils apportent des explications politiques sur les causes des grandes difficultés du monde du travail et portent des propositions novatrices, alternatives aux exigences du capital.

Le syndicalisme de classe est travaillé par des forces qui contestent la vision marxiste de la société capitaliste et qui affaiblissent ainsi sa capacité à identifier et comprendre les enjeux de classe.

Pourtant l'héritage de Marx se manifeste régulièrement dans le langage ces dernières années.

Notamment parmi les jeunes et les gens qui ne nous côtoient pas forcément.

Cela rend l'intervention autonome du parti communiste français encore plus pertinente.

Avec entre autres sa spécificité de grille d'analyse marxiste et de la prise en compte de la lutte des classes faisant de la démocratie et du rassemblement des enjeux d'avenir.

Cela lui confère une responsabilité majeure pour aider le mouvement social à se hisser à la hauteur des enjeux de société et de civilisation posés par la révolution informationnelle, par les exigences d'un mode de développement compatible avec l'émancipation humaine et le respect de la planète, par les défis démocratiques, par le progrès social, par la paix et le désarmement.

Oui, on peut se poser la question aujourd'hui le capitalisme est-il à même de garder la main sur le pouvoir, face au puissant essor de la révolution numérique?»

Les très mauvais résultats électoraux du PCF aux législatives de 2017 surviennent après deux élections présidentielles sans présence de candidat communiste et des reculs électoraux depuis plusieurs années.

Ils ont provoqué une grande inquiétude et de la colère chez les communistes et ont débouché sur la tenue d'un Congrès extraordinaire.

Le désarroi, le découragement, la confusion sape les vigueurs militantes malgré le courage des adhérents. Pourquoi, pour quoi, pour qui milite-t-on ?

Quels enjeux pour notre 38^{ème} Congrès ?

Nous estimons que plusieurs questions sont primordiales et doivent être débattues sans tarder.

Le déroulement de la réunion nationale du 18 novembre n'a pas du tout satisfait la très grande majorité des délégués varois qui y ont participé. D'ailleurs aucune des quatre demandes d'intervention n'a été acceptée.

Comment est-il possible que dans la situation d'une violence inouïe à l'encontre du monde du travail notre parti soit inaudible et que dans le même temps des formations d'extrême droite véhiculant des idées nauséabondes apparaissent comme contestataires ?

Comment est-il possible que notre parti porteur de propositions véritablement alternatives, révolutionnaires, concernant la sécurisation d'emploi et de formation tout au long de la vie des salariés, l'accès au savoir pour le plus grand nombre, un changement des institutions de la 5^{ème} République, la protection sociale et son financement, la politique fiscale ou encore le coût du capital et des pouvoirs aux salariés et aux citoyens, s'efface au moment clé du débat politique des présidentielles ?

Comment ne pas se rendre compte que nous avons contribué à faire de JLM le « seul » opposant choisi par Macron et le capital ?

Nous n'avons pas l'intention d'attendre la veille du Congrès pour que des questions majeures soient débattues largement dans le parti.

Nous voulons qu'un bilan soit tiré des stratégies suivies depuis le 30^{ème} Congrès et de la responsabilité de la direction nationale.

La réflexion des communistes demeure, contre leur gré, engluée dans l'interprétation de l'actualité politique, à la remorque des idées dominantes du moment et des sondages ou dans des débats de "démarche stratégique" coupés de ceux portant sur les contenus. Et, lors des moments électoraux, la recherche préalable obsessionnelle par les premiers dirigeants du PCF de compromis sur des dénominateurs communs toujours plus petits, malgré la proclamation de donner la priorité au « contenu », tend à stériliser la pensée et inhiber l'action.

Pierre Laurent admet maintenant qu'il faut un bilan. Et avant même de le faire, il annonce une redéfinition d'ensemble de notre démarche stratégique.

C'est d'abord admettre qu'il y a des problèmes d'orientation, des erreurs. Mais lesquelles ? Il serait plus logique de commencer par un diagnostic, une analyse.

Et sur cette base parler de ce qui doit changer. Mais la note de la commission qu'il présidait contient 6 points, mais ne traite de bilan qu'au point 5 !!! Cette inversion marque en fait la volonté de ne pas le traiter à la hauteur de ce qu'il est urgent de faire !

Tout ne vient pas de 2017 bien sûr. Mais, l'exécutif de notre direction nationale a joué un rôle décisif dans la décision de ne pas engager de candidature communiste et de rallier Mélenchon, et cela contre une décision de Congrès et un vote de la Conférence nationale.

Comment est-il possible qu'au vu des résultats de ces choix, le noyau dirigeant du parti ne formule pas l'ombre d'une interrogation critique sur les décisions qui ont conduit à la promotion de Mélenchon et à l'effacement du PCF ?

Il y a une grande responsabilité de ce groupe dirigeant du parti dans la situation de grande difficulté dans laquelle nous sommes.

Notamment dans l'impréparation volontaire et l'improvisation (selon le mot de Guillaume Roubaud Quashie) qui a conduit à acculer les communistes à faire le moins mauvais choix alors qu'on aurait pu avoir à faire le meilleur choix.

S'il ne faut pas tout ramener à la stratégie, elle est liée à une conception du parti, de son rôle, de ses objectifs.

Dans une de ses interventions, le secrétaire national du PCF indique clairement: « notre stratégie c'est la démocratie » ! Bien sûr ! Mais en omettant la dimension révolutionnaire, ça s'appelle la social-démocratie !

De fait, avec le groupe dirigeant, il a systématiquement évité de porter avec audace et pédagogie politique les propositions précises les plus novatrices adoptées lors de nos précédents congrès : la Sécurité d'emploi, de formation et de revenu pour chacun-e, le financement de la protection sociale et des services publics, la transition énergétique avec le nucléaire dont il ne dit pas un mot dans sa contribution, l'utilisation de l'argent des entreprises, de l'État et des banques, la construction européenne et mondiale...

La question des médias constitutive des libertés fondamentales est totalement délaissée. Il ne suffit pas de lancer une campagne « Libérez les médias » pour ensuite ne pas s'en occuper et laisser penser que le travail est fait. Il faut préciser que nous ne partageons pas le concept inopérant voire dangereux de « parti médiatique » de JLM. Il faut se réapproprier la lutte pour une 6^{ème} république.

Il n'a pas cherché à faire jouer un rôle majeur au PCF, sur ces bases, dans la recomposition à l'œuvre, se contentant de l'accompagner. Et pourtant, il la déplore comme si elle était le fruit de la fatalité.

Comment arriver à démontrer notre utilité comme parti révolutionnaire si nous nous contentons de commenter l'actualité politique, de proclamer de vagues et vaines intentions protestataires, sans jamais chercher à rassembler sur des propositions concrètes pour ouvrir un débouché pratique aux luttes, celles-ci permettant en retour d'enrichir ou de corriger ?

Y-a-t-il besoin d'un parti se prétendant communiste mais dépourvu d'idées opérationnelles sur la façon de commencer à faire accoucher la société de tout le besoin et la possibilité de nouveauté dont elle ne cesse de grossir ?

La force actuelle de Macron vient du vide sidéral d'idées vraiment alternatives dont font preuve les premiers dirigeants de toutes les formations de gauche. Mais elle tient aussi au fait qu'il se présente avec des projets précis de réformes touchant en même temps aux quatre marchés du capitalisme (travail, produits et services, monnaie, européen et mondial) pour le rendre plus attractif en France, en prétendant qu'on ne peut pas faire autrement pour en finir avec la crise...et pour cause !

Pour cela il joue sur les ressorts les plus vils d'une population déboussolée : division, « je souffre : il faut que les autres souffrent aussi au moins autant que moi ».

Cela peut inhiber ou rendre difficiles les luttes !

Aider à une riposte d'ampleur en avançant des contre-propositions cohérentes et crédibles touchant aux institutions, aux règles, critères et pratiques prévalant sur ces quatre marchés, du local au mondial, voilà qui reviendrait à montrer le début d'un chemin possible vers une autre société.

Nous devons être capable de nous adresser à toutes celles et ceux qui sont moins fortement politisés, qui ne peuvent pas consacrer beaucoup de temps à la politique, qui ne visent ni responsabilité, ni mandat, mais qui veulent néanmoins faire entendre leur voix.

C'est en conséquence de ces réflexions et analyses que le conseil départemental du Var du PCF veut travailler les questions à l'ordre du jour du congrès extraordinaire.

La forme parti, le nom, les transformations nécessaires, des questions pertinentes au service de l'unité des communistes pour des rassemblements sociaux et citoyens permettant des rapports des forces politiques favorables.

Proposer une visée, des idéaux, parce qu'à l'évidence un programme, fut il génial, ne suffit pas.

Une vision globale de la société sans que pour autant elle ne constitue des présupposés dans lesquels il faut faire rentrer la réalité. Nous proposons des réponses précises aux besoins précis de la société.

La question des directions est posée comme un enjeu du développement de notre parti.

Non pour faire « la chasse à l'Homme », mais pour mettre en adéquation les dirigeants à tous les niveaux en rapport des orientations décidées par les communistes.

Trop de dirigeants actuels ne tiennent pas compte des décisions majoritaires et font ce qu'ils ont décidé eux ! ça a été le cas par exemple de la déclaration publique d'Olivier Dartigolle sur le nucléaire !

Le renouvellement des directions s'inscrit donc dans un renouveau nécessaire du Parti Communiste Français.

De même la question du renforcement en forces organisée, est un axe essentiel de sa transformation. Pas pour lui-même bien sur, mais comme moyen de développement de ses idées, analyses et propositions.

Nous pensons que le communisme est à l'ordre du jour et que la visée communiste doit être clarifiée notamment en direction des jeunes.

Les évolutions importantes du mouvement social, de la contestation de la politique de Macron, marquent une nouvelle donne qui appelle aux convergences sociales, citoyennes et politiques pour permettre une alternative politique progressiste.

Notre rôle de Parti Communiste est d'éclairer, proposer et lutter, non de s'adapter au mouvement dans l'effacement !

La présente démarche a été décidée pour contribuer à la préparation du congrès extraordinaire et suite à non réponse de l'exécutif national à notre interpellation de décembre 2017 et de demande de rencontre de mars 2018.